



**POUR
EN TERMINER
AVEC
LA «CULTURE
DE L'IMPUNITE»
AU
RWANDA ET BURUNDI**

*Position du "Groupe
écoute et réconciliation
dans l'Afrique des Grands Lacs"*

Institut universitaire d'études du développement, IUED, Genève, Suisse

Document approuvé par consensus

**Le "Groupe écoute et réconciliation
dans l'Afrique des Grands Lacs", Genève**

L'IUED est concerné par le Rwanda et le Burundi depuis les années 1960 : des étudiants et des collaborateurs, des études et des programmes de coopération internationale.

En juin 1994, des étudiants, des anciens étudiants, des collaborateurs de l'IUED ont décidé de former un groupe destiné à l'écoute mutuelle et à la préparation de la réconciliation avec d'autres membres de la diaspora des grands lacs africains résidant à Genève et à Lausanne : le "Groupe écoute et réconciliation dans l'Afrique des Grands Lacs".

Des hommes et des femmes, Rwandais, Burundais, Zaïrois, Ougandais, des étudiants, des enseignants, des diplomates, des fonctionnaires internationaux, des anciens réfugiés comme des nouveaux réfugiés, des personnes engagées et des observateurs, toutes des personnes qui n'ont pas peur de dire ce qu'elles ont vécu et combien elles ont souffert, qui n'ont pas peur d'entendre leurs compatriotes et leurs voisins dire leur douleur, toutes des personnes de bonne volonté qui discutent régulièrement dans le même cercle depuis déjà six mois pour préparer l'avenir.

Les trois derniers mois ont été consacrés essentiellement à la mise au point d'un texte sur l'impunité au Rwanda et au Burundi. Celui-ci a été adopté par consensus le 14 décembre 1994.

Ce texte est une déclaration de principes juridiques et politiques qui pourra servir de base à des discussions entre ressortissants de l'Afrique des grands lacs, principalement rwandais et burundais. Il se place résolument dans une approche régionale des problèmes.

Le "Groupe écoute et réconciliation dans l'Afrique des Grands Lacs" souhaite que ce texte soit largement diffusé, tout particulièrement dans la région des grands lacs, ainsi qu'auprès de toute personne ou organisme œuvrant pour l'avenir de l'Afrique. Toute réaction, critique ou commentaire, sont les bienvenus et seront portés à la connaissance de tous les membres du groupe.

Le "Groupe écoute et réconciliation dans l'Afrique des Grands Lacs"

c/o Jean-Pierre GONTARD, Directeur-adjoint

IUED

Rue Rothschild 24

Case postale 136

1211 Genève 21 - Suisse / Switzerland

Tel. +41 22 732 59 82 - 732 49 18

Fax +41 22 741 04 80

**LISTE DES MEMBRES DU "GROUPE
ÉCOUTE ET RÉCONCILIATION
DANS L'AFRIQUE DES GRANDS LACS"**

Anicet BANKABIGERO
Angelo BARAMPAMA
Jeanne EGGER
Daniel FINO
Dominique FROIDEVAUX
Justin GAHIGI
James GASANA
Jean-Pierre GONTARD
Justin KAHAMAILE
Pierre KAREMERA
Jérôme KARIMUMURYANGO
Anicet KAYIGEMA
Jean-Luc MAURER
Emilienne MUKARUSAGARA
Mary MUKAYUHI
Damien NGABONZIZA
Tharcisse NKANAGU
Hugues NOUMBISSIE
Marie-Joséphine NSENGIYUMVA
Pasteur NSHIMIRIMANA
Daphrose NTARATAZE BARAMPAMA
Spes Caritas NURWAHA
Venant WEGE NZOMWITA
Mélanie UWAMALIYA

POUR EN TERMINER AVEC LA «CULTURE DE L'IMPUNITÉ» AU RWANDA ET BURUNDI

*Position du "Groupe
écoute et réconciliation
dans l'Afrique des Grands Lacs"*

L'impunité est générale au Rwanda et au Burundi depuis plusieurs décennies. Cette "culture de l'impunité" est le facteur dominant de la crise actuelle.

Durant les prochains mois, les systèmes judiciaires du Rwanda et du Burundi doivent permettre d'instruire en priorité des délits de quatre ordres :

- **génocides**
- **assassinat de chef d'Etat**
- **crimes de sang**
- **occupation de terres et de propriétés immobilières**

1. Génocides

Rwanda

Le crime de génocide est reconnu par la communauté internationale en ce qui concerne le Rwanda. Les tâches suivantes doivent être accomplies rapidement.

1.1. Identification et localisation des présumés coupables

L'identification, ainsi que la constitution des dossiers comprenant les témoignages et les documents pertinents, doivent être accomplies par les autorités rwandaises avec la collaboration d'organisations de la société civile et d'organismes non gouvernementaux spécialisés dans la promotion des droits de l'homme. Les autorités nationales et les ONG des autres pays et tout particulièrement des pays voisins doivent contribuer à ces démarches.

1.2. Tribunal spécial : Tribunal national internationalisé

Faute d'un tribunal international efficace et rapide, il est dans l'intérêt des peuples de la région et de l'ensemble de l'humanité qu'un tribunal national spécial traite les dossiers documentés dans les meilleurs délais. Il pourrait s'agir d'un tribunal national internationalisé par l'adjonction de juges et de défenseurs étrangers aux magistrats et défenseurs rwandais. Le cas échéant un tel tribunal national internationalisé pourrait juger certains responsables du génocide par contumace.

1.3. Extradition et/ou jugement hors du Rwanda

Certains responsables du génocide se trouvent hors du pays. Ils doivent être mis à la disposition de la justice rwandaise.

L'absence de convention bilatérale ne doit pas être un prétexte empêchant l'arrestation et la remise des présumés coupables de génocide aux autorités concernées.

Dans le cas de certains pays qui ne peuvent ou ne veulent pas extradier les présumés coupables de génocide, il est important que ceux-ci soient jugés pour génocide suivant les lois du pays où ils se trouvent.

1.4. Prescription et amnistie

Les crimes de génocides ne sont ni prescriptibles, ni amnistiables.

Burundi

1.5. Dans le cas du Burundi, nous savons que des massacres organisés et ciblés ethniquement ont eu lieu depuis 1965. Ceux-ci relèvent du concept de génocide. En conséquence, les mêmes principes s'appliquent au Rwanda et au Burundi : collaboration internationale aux enquêtes, internationalisation des tribunaux nationaux, extradition, pas de prescription et pas d'amnistie.

En ce qui concerne les responsables d'actes de génocide résidant hors du Burundi, ils doivent être mis à la disposition de la justice burundaise.

Si cela n'est pas possible, il est très important qu'ils soient jugés dans leur pays de résidence, en vertu des conventions internationales sur les droits de l'homme et, le cas échéant, contre la torture.

2. Assassinat de chef d'État

Deux Présidents du Burundi et un Président du Rwanda ont été assassinés entre octobre 1993 et avril 1994. Ces crimes relèvent du plan pénal et constitutionnel. Ils sont restés impunis à ce jour.

2.1. Identification des assassins et enquête

Il est nécessaire d'identifier les exécutants et leurs complices, nationaux ou internationaux, ainsi que les commanditaires de ces crimes. Les enquêtes relèvent des autorités nationales, avec ou sans aide de la société civile.

Il est possible que les autorités nationales n'aient ni les moyens, ni l'intérêt de mener à bien ces enquêtes. Dans ce cas, le concours d'organismes extérieurs, régionaux ou internationaux (OUA, ONU, etc.) est nécessaire.

En raison de la gravité du crime et des difficultés à faire aboutir ce genre d'enquêtes, l'assassinat de chef d'État ne devrait pas être prescrit avant 15 ans.

2.2. Cadre juridique

La loi nationale constitue le cadre juridique de référence.

Suivant les cas, il peut s'agir d'une cour existante (suprême ou constitutionnelle) ou d'une cour créée pour la circonstance. L'indépendance des juges et le caractère public des procès sont essentiels. La présence d'observateurs de la région et d'organismes internationaux spécialisés doit être garantie.

2.3. Peines et application

Les peines sont celles prévues par la loi nationale. L'amnistie pour assassinat de chef d'État est exclue, pour les commanditaires comme pour les exécutants.

2.4. Extradition

L'absence de convention bilatérale d'extradition ne doit pas être un prétexte empêchant l'arrestation et la remise des présumés coupables d'assassinat de chef d'État aux autorités concernées.

3. Crimes de sang

Des dizaines de milliers d'hommes et de jeunes ont commis et commettent des crimes de sang. Ils relèvent d'une juridiction pénale nationale (Rwanda, Burundi, Zaïre, Tanzanie). Ils doivent être punis. Ils ont droit à une procédure sereine et équitable.

3.1. Identification des présumés coupables et dossiers d'instruction

L'identification des présumés coupables et responsables a déjà commencé et devrait continuer dans le respect des procédures de temps de paix.

L'instruction des dossiers devrait être faite par des magistrats nationaux temporairement soutenus par des moyens extérieurs et par des confrères africains. Chaque personne accusée devrait faire l'objet d'un dossier écrit, et n'être arrêtée que sur ordre d'un magistrat civil.

3.2. Procès

Pour le moment l'indépendance de la magistrature n'est garantie ni au Rwanda, ni au Burundi.

Un recrutement équilibré qui tienne compte du pluralisme des sociétés de la région, accompagné d'une formation rapide adéquate, devrait améliorer la situation. La confiance de la population dans les systèmes judiciaires et dans leur impartialité est à ce prix.

Les accusés sont actuellement dans l'impossibilité matérielle d'organiser leur défense (pénurie d'avocats, coûts excessifs). Les tribunaux pénaux devraient admettre que certaines des fonctions de défense assumées en temps normal par un avocat soient assumées par des représentants d'organisations de défense des droits de l'homme.

3.3. Peines et applications

La liste des peines prévues par les lois nationales devrait être complétée par d'autres possibilités. En plus des peines pénales habituelles, les juges pourraient condamner : à indemniser les familles des victimes, à la privation de droits civiques, à l'opprobre publique durable, ou à l'assignation à résidence, etc.

4. Cas particulier des mineurs présumés coupables de génocide et de crimes de sang

Des milliers de mineurs (enfants et adolescents) ont pris part aux génocides et aux assassinats. Des adultes les ont soudoyés, drogués, mis sous influence, pour qu'ils banalisent l'acte de tuer. Beaucoup ont été incorporés aux milices et aux armées. Ils ont perdu toute notion de respect de la vie humaine.

Tout comme les adultes coupables de tels crimes, ces mineurs "bourreaux-victimes" doivent être identifiés et jugés.

Ils devront en tout état de cause bénéficier d'une thérapie visant leur rééducation et leur réinsertion sociale. Un internement pur et simple rendrait ces enfants "bourreaux" encore plus violents et représenterait un grand danger potentiel pour les sociétés de la région.

Il s'agit d'un problème aigu qui demande la mise en place rapide de structures d'accueil spécialisées.

5. Occupation de terres et de propriétés immobilières

Le principe de la pérennité des droits des propriétaires doit être confirmé par les gouvernements de la région.

Le principe de la légitimité de l'occupation temporaire des maisons et de l'exploitation des terres vacantes ne peut être accepté que s'il est accompagné par un cadre législatif adéquat et contrôlé. Une administration chargée de la gestion des biens vacants devrait être rapidement mise en place au Rwanda et au Burundi. Seules les personnes en situation de nécessité se verraient attribuer temporairement l'usage d'un toit ou d'un champ.

Le principe du droit des victimes de guerre à l'indemnisation doit être affirmé. Priorité sera donnée à l'indemnisation par le coupable du délit ou du crime. Un complément, ou parfois une indemnisation par l'État, devra être envisagé, en priorité dans le domaine de l'habitat urbain et rural. Un fonds international géré paritairement : (État, société civile, contributeurs) devra être rapidement constitué.

Seuls les conflits de terres et de propriétés immobilières n'ayant pas pu faire l'objet d'arrangements à l'amiable entre les parties directement concernées seront confiés au système judiciaire.

6. Sensibilisation aux droits de l'homme

Les mesures proposées pour rompre avec la "culture de l'impunité" doivent être accompagnées de mesures de sensibilisation aux droits de l'homme et aux libertés fondamentales.

Conformément à l'«appel de Banjul» lancé en 1989 par l'Association Africaine du Droit International, cette sensibilisation repose sur les axes suivants :

- diffuser les informations sur les droits de l'homme dans tous les secteurs de la société;
- organiser l'enseignement des droits de l'homme et le favoriser à tous les niveaux des structures éducatives et professionnelles;
- traduire en langues locales et permettre à chaque citoyen de connaître la Déclaration universelle des droits de l'homme et la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples.

Cette sensibilisation doit également s'appliquer, de toute urgence à dégager les éléments des traditions locales qui sont porteuses des valeurs universelles de respect des droits de l'homme et de la dignité humaine.

Cette sensibilisation relève à la fois des États (systèmes éducationnels et systèmes judiciaires) et des organismes privés nationaux et régionaux, avec l'appui d'organisations internationales si nécessaire.

Les citoyens devront également être informés de manière simple et accessible sur leurs droits et devoirs selon la législation de leur pays, sur les garanties que leur offre le système judiciaire s'ils sont accusés ou placés en détention, sur les possibilités de résoudre les conflits par voie judiciaire plutôt que par la violence.

7. Diffusion

Le "Groupe écoute et réconciliation" souhaite que ce texte soit largement diffusé, tout particulièrement dans la région des Grands Lacs ainsi qu'auprès de toute personne ou organisme œuvrant pour l'avenir de l'Afrique. Toute réaction, critique ou commentaire, sont les bienvenus et seront portés à la connaissance de tous les membres du groupe. □

"Groupe écoute et réconciliation dans l'Afrique des Grands Lacs"
Texte approuvé par consensus.

§

Genève /14/12/1994

L'Institut universitaire d'études du développement (IUED), créé en 1961, se préoccupe des problèmes de développement dans leur globalité. L'enseignement se veut interdisciplinaire, alliant la pratique à la théorie, et met l'accent sur la diversité des valeurs, les relations interculturelles et les différents systèmes de pensée.

L'IUED mène des recherches appliquées dans les domaines de la santé, du développement rural, de l'hydraulique et de l'artisanat.

L'IUED gère des programmes de coopération pour le gouvernement suisse et exécute des mandats pour de nombreuses agences de développement.

L'IUED est financé par le gouvernement fédéral, le gouvernement cantonal de Genève et par les honoraires perçus pour l'exécution des mandats.